

LE 4 JUIN : TOUTES ET TOUS ENSEMBLE À PARIS ET DANS LES DÉPARTEMENTS

Membre de l'Union
syndicale
Solidaires

Des semblants d'avancées seraient-ils en train de se mettre en place sur la question des Exclus du SEGUR ? L'Etat met-il la pression sur l'organisation patronale pour qu'un accord sur les bas-salaires soit signé au plus vite afin d'entamer de plus amples négociations sur le futur de nos conventions ? Nous percevons un frémissement, le doute, s'installer chez nos employeurs, avec une possibilité de victoire en vue !

Sur la question des 183 euros pour tous.tes, l'organisation patronale AXESS semble céder du terrain devant l'insistance de l'Etat et des Organisations Syndicales, mais rien n'est encore gagné. En effet, cela ne se fera pas à n'importe quelle condition. Bien qu'opposée aux accords SEGUR/LAFORCADE au profit de réelles augmentations de salaires, La Fédération SUD Santé-Sociaux considère qu'il est possible d'étendre les 238 euros bruts issus des accords Segur/Laforcade à l'ensemble des salarié-es du secteur. Elle a proposé un accord de politique salariale actant cette extension à l'ensemble des salarié-es de notre secteur à compter du 1^{er} janvier 2024. Pour SUD Santé-Sociaux, il est incompréhensible de ne pas résoudre cette injustice majeure qui empoisonne la vie de notre secteur depuis trop longtemps. La balle est dans le camp de l'Etat et d'AXESS.



Toutefois, et nous le savons tous.tes, cela ne sera pas suffisant. C'est une politique salariale de grande envergure qu'il faudra mettre en place, ce qui est loin d'être l'objectif des pouvoirs publics et des organisations

« employeurs » avec leur convention collective de BAS niveau. Il est scandaleux qu'aucune mesure salariale d'urgence ne soit négociée dans les conventions collectives existantes. NEXEM et FEHAP n'envisagent les garanties collectives des salarié-es que sous le prisme de la variabilité, l'individualisation, et la concurrence. Nous exigeons le dégel des négociations des conventions collectives existantes. Nous dénonçons la déloyauté d'AXESS dans ces pseudos-négociations.

ENSEMBLE EXIGEONS LES 183 €

**POUR TOUTES ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL ET
D'ACCOMPAGNEMENT DIGNES.**

Nous exigeons des conditions d'accompagnement dignes et respectueuses pour remettre la Relation au cœur de nos pratiques. Il nous faut des moyens humains à la hauteur de l'exigence d'excellence que nous devons aux personnes que nous accueillons dans nos institutions. Cela passe par un engagement financier réel et garanti par l'Etat, une formation de qualité pour de réelles qualifications, un management plus humain. Nous revendiquons une augmentation immédiate de 500 € reconnaissant la valeur de notre travail. D'après négociations nous attendent.

C'est maintenant qu'il faut mettre la pression sur les financeurs et sur AXESS.

**PARTOUT EN FRANCE ET
DEVANT LES NÉGOCIATIONS À PARIS
FAISONS NOUS ENTENDRE LE 4 JUIN !
LES EMPLOYEURS SONT DOS AU MUR
NOUS POUVONS GAGNER !**

